

Le ciel s'assombrit sur Gandrange

Selon les syndicats, la fermeture de l'usine ArcelorMittal est déjà programmée.

ArcelorMittal va confirmer son plan de fermeture partielle de l'usine de Gandrange (Moselle) qui doit aboutir à la suppression de 595 emplois, lors d'un comité d'entreprise vendredi, a affirmé Edouard Martin, élu CFDT au comité d'entreprise européen du groupe, se basant sur une convocation de la direction pour le comité d'entreprise.

Selon lui, dans cette lettre, la direction a «démonté» les propositions du projet alternatif présenté par l'intersyndicale et prévoyant un investissement de l'ordre de 40 millions d'euros pour éviter la restructuration.

«Ils se sont moqués de nous, ils ont programmé une mort lente», a dénoncé Edouard Martin.

Lire en page 8



Photo : afp

Les syndicats appellent le gouvernement à l'aide pour sauver l'usine.

Cause perdue pour Gandrange

La CFDT se dit persuadée que la direction va annoncer la fermeture de l'usine ArcelorMittal vendredi.

ArcelorMittal va confirmer son plan de fermeture partielle de l'usine de Gandrange (Moselle) qui doit aboutir à la suppression de 595 emplois, lors d'un comité d'entreprise vendredi, a affirmé Édouard Martin, élu CFDT au comité d'entreprise européen du groupe.

ArcelorMittal confirme sa décision de fermer l'aciérie électrique et le train à billettes de Gandrange», a assuré samedi Édouard Martin, se basant sur une convocation de la direction pour le comité d'entreprise d'information-consultation du 4 avril, reçue «en fin de matinée».

«La comparaison avec le projet initial et ses développements conduira, après l'avis donné par le comité d'entreprise, à la décision de l'entreprise», indique la direction dans cette convocation, selon le syndicaliste.

La direction du numéro un mondial de l'acier n'a pas souhaité indiquer si le plan de restructuration initial allait rester en vigueur.

«Nous avons envoyé une lettre au comité d'entreprise avec des réponses aux questions du comité et des commentaires sur le projet alternatif présenté. Cela sera discuté le 4 avril durant une réunion extraordinaire du comité d'entreprise», a indiqué un porte-parole d'ArcelorMittal.

«Gandrange restera une partie intégrante du groupe», a-t-il ajouté.

Selon Édouard Martin, dans cette lettre, la direction a «démonté» les propositions du projet alternatif présenté par l'intersyndicale et prévoyant un investissement de l'ordre de 40 millions d'euros pour éviter la restructuration.

ArcelorMittal avait annoncé mi-janvier aux syndicats cette restructuration prévoyant la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes, ce qui aboutirait à la suppression de 595 des 1 108 emplois du site d'ici à 2009.

Après avoir été reçu par le président de la République, Nicolas Sarkozy, le patron du groupe, Lakshmi Mittal, avait décidé de geler ce plan jusqu'au début du mois d'avril, le temps d'examiner des «alternatives» avec les syndicats. Dans ce cadre,

l'intersyndicale avait présenté mi-mars son contre-projet et la CGT avait présenté début mars un autre projet alternatif.

«Ils se sont moqués de nous, ils ont programmé une mort lente pour le site. C'est un non-sens industriel», a dénoncé Édouard Martin.

➤ L'État appelé à tenir ses promesses

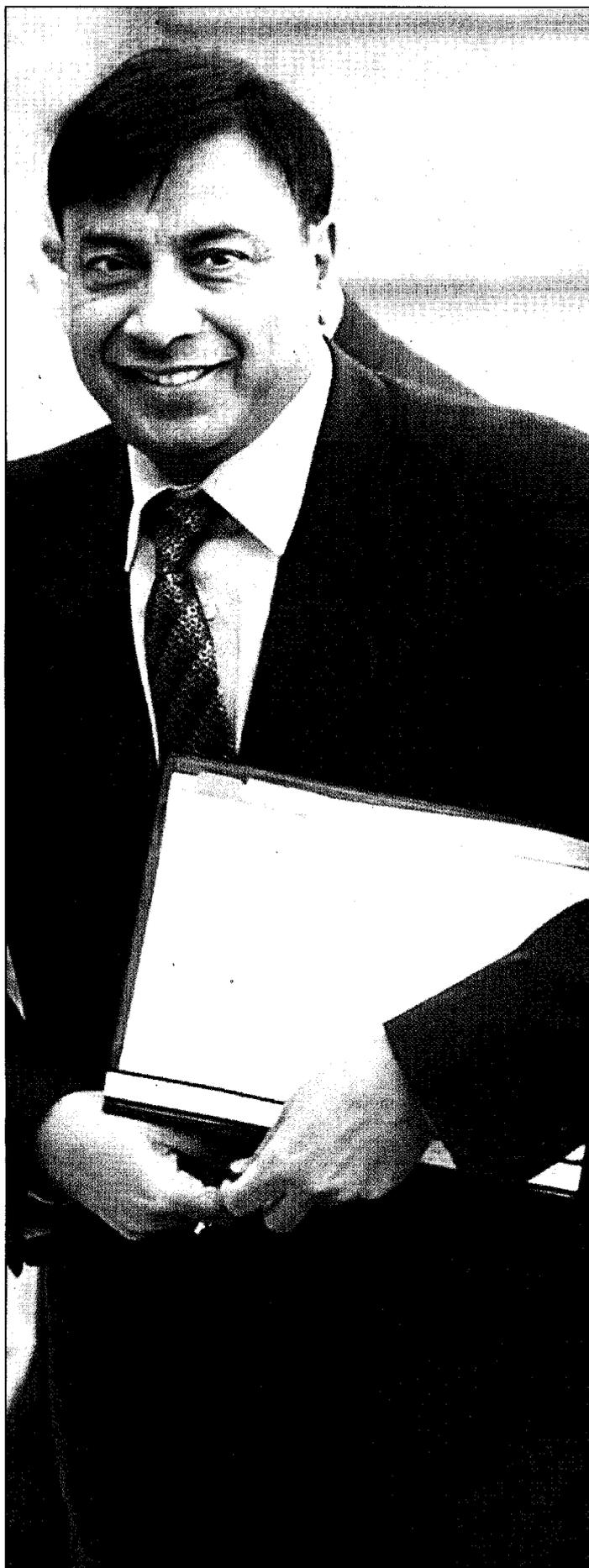
«En confirmant cette décision, Mittal valide son complot contre Gandrange, mûri pendant trois ans», s'est-il énervé, indiquant que les organisations syndicales allaient «décider des actions à venir» prochainement.

«Si l'État a un plan pour sauver Gandrange, c'est maintenant ou jamais», a encore dit Édouard Martin. Jeudi dernier, par la voix du directeur général d'ArcelorMittal France, Daniel Soury-Lavergne, il a été indiqué «qu'aucun repreneur ne s'est présenté». Mais des noms de repreneurs circulent comme celui du milliardaire Romain Zaleski, qui a indiqué être prêt à reprendre l'usine et qui a démissionné du conseil d'administration d'ArcelorMittal début mars. Le groupe Corus (racheté par l'Indien Tata Steel), d'Ascométal (filiale de Lucchini appartenant au Russe Severstal), ou de l'Allemand Saartahl, ont aussi circulé.

Édouard Martin compte en tout se rappeler au bon souvenir de Nicolas Sarkozy qui s'était rendu en personne à Gandrange en février.

«Avec ou sans Mittal, l'État investira à Gandrange», nous a-t-il dit. Depuis, silence radio. Des rumeurs sur d'éventuels repreneurs et puis rien», a déploré le syndicaliste.

Lors de sa visite, le président avait lancé : «S'il y a un plan alternatif, si ce plan montre une solution crédible, avec Lakshmi Mittal ou un autre, l'État préfère payer pour le site que pour le chômage. Nous sommes prêts à faire des investissements, on mettra de l'argent dans l'outil de production, mais aussi pour la formation». Jean-Pierre Masseret, président PS de la région Lorraine, a lui aussi rappelé Nicolas Sarkozy à ses promesses.



Lakshmi Mittal avait promis d'étudier les plans alternatifs pour l'usine.